



# la lettre



Police Municipale - Garde Champêtre - ASVP

INFO 287

## Sondage : les maires une fois encore plébiscités

Un sondage Odoxa-CGI réalisé pour France info et le réseau France bleu, publié hier soir, confirme une nouvelle fois la place privilégiée que les maires occupent dans le paysage politique, avec une popularité inégalée.

Cette vaste enquête (elle a été réalisée auprès de plus de 3000 personnes, ce qui est un panel nettement plus large que ce qui se fait usuellement) fait apparaître que 63 % des personnes interrogées ont « *une bonne opinion* » de leur maire. C'est de très loin l'élu local le plus connu (91 % des sondés le connaissent). Le sondage livre un élément intéressant : « *La popularité des maires décroît de manière spectaculaire à mesure que le nombre d'habitants de la commune augmente.* » Alors que 69 % des habitants des petites communes rurales ont une bonne opinion de leur maire, ce chiffre tombe à 51 % dans les communes de plus de 100 000 habitants. Les sondeurs relient ces données à l'impopularité générale dont jouissent les hommes politiques : « *Plus un maire gère une ville importante, plus il ressemble aux yeux de ses administrés à un "homme politique" et par conséquent, on lui trouve moins de qualités.* »

### Les maires manquent de moyens

Le sondage révèle par ailleurs que 67 % des sondés trouvent leur maire « *compétent* » et « *honnête* », et 60 % « *proche des préoccupations des habitants* ». Là encore les habitants des zones rurales attribuent ces qualités à leur maire nettement plus (6 à 8 points de plus) que ceux des villes.

Les trois quarts des sondés considèrent que les maires « *manquent de moyens* » et près de 80 % rejettent l'idée qu'ils « *se plaignent trop* ». Ils sont entre 60 et 65 % à estimer que les maires subissent un « *manque de respect* ». 36 % estiment même qu'ils exercent « *un métier dangereux* ». « *Les Français n'envient pas leur maire* », commentent les auteurs de l'étude : 84 % d'entre eux disent ne pas avoir envie d'occuper leur poste.

### Renforcer les pouvoirs de la commune

Interrogés sur les thématiques jugées prioritaires pour le prochain mandat, les sondés désignent en premier lieu la sécurité (46 %), puis l'environnement (36 %). Sur cette dernière préoccupation, elle est sans surprise plus prégnante chez les habitants des grandes villes et chez les jeunes.

Les auteurs de l'étude notent que deux préoccupations se heurtent : la demande d'une meilleure prise en compte de l'environnement, d'une part, et le mécontentement souvent fort sur les conditions de circulation

et de stationnement. « C'est la quadrature du cercle que les élus doivent ici résoudre : lutter contre le réchauffement climatique sans rendre la vie de leurs administrés impossible. »

Autre enseignement : 72 % des personnes interrogées estiment qu'il faudrait « renforcer les pouvoirs de la commune » (contre seulement 25 % pour le conseil départemental et 22 % pour l'intercommunalité).

Ces chiffres se retrouvent, d'ailleurs, lorsque l'on parle de popularité : le degré de popularité des maires est très au-dessus de celui de tous les autres élus locaux, sans parler des élus nationaux : seuls 38 % de sondés disent avoir une bonne opinion de leur président de région, 35 % de leur président de département ou leur député, 25 % de leur sénateur.

Interrogé ce matin sur France info à propos de ce sondage, François Baroin, président de l'AMF, s'est naturellement réjoui de ces résultats, qui ne l'étonnent pas : « Le maire résiste [au rejet des élus] parce qu'il ne ressemble pas à un homme politique. Il est à l'écoute et disponible, il travaille avec tous et pour tous. Il travaille au coin de la rue et parle aux gens », ce qui fait de lui, selon le maire de Troyes, « l'incarnation » de l'homme politique proche de la population.

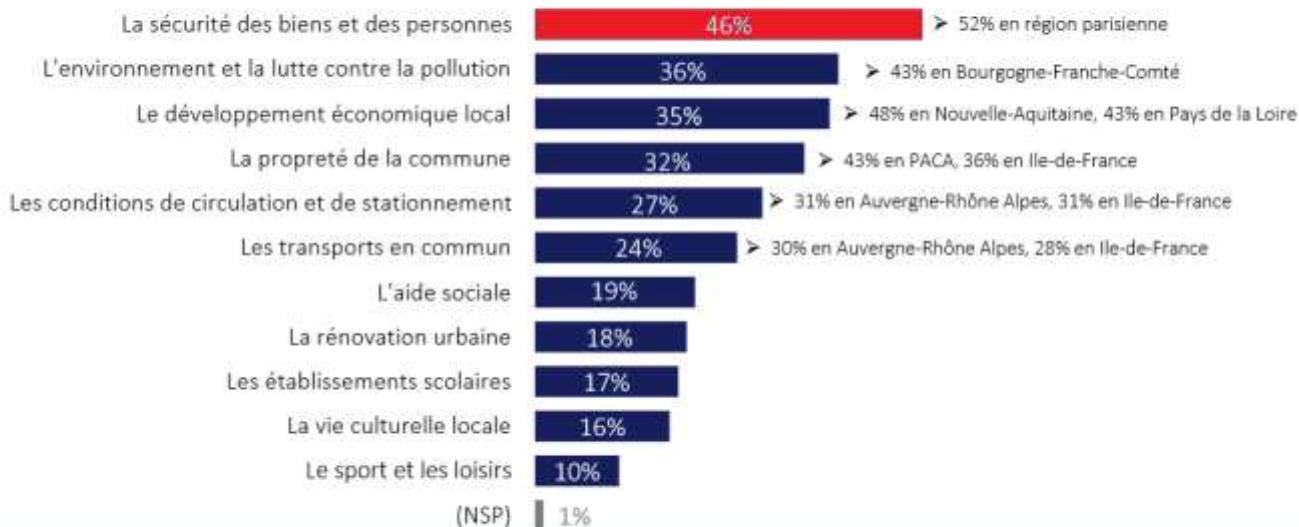
Source : Maire-Info

La FA-FPT police municipale reproduit ci-après une partie des résultats du sondage.



Parmi les thématiques suivantes, lesquelles devront, selon vous, faire partie des priorités de votre futur maire pour son mandat à venir ?

### 3 réponses possibles



---

## LA VOIX DES TERRITOIRES ODOXA-CGI AVEC LA PRESSE EN RÉGION, FRANCE INFO ET FRANCE BLEU VAGUE 1

### LE MAIRE, CE POLITIQUE PAS COMME LES AUTRES

#### I. Popularité comparée des élus, image détaillée des maires, soutien de leurs doléances et attrait pour la fonction

1. Le maire demeure l'élu le plus populaire (63% de bonnes opinions). Il l'est particulièrement dans les petites communes et à la campagne, moins dans les grandes villes
2. Les deux tiers des Français jugent leur maire compétent, honnête et dynamique. Certes, une majorité trouve qu'il aime les honneurs, mais il ne privilégierait pas pour autant la communication au travail de fond
3. La plupart des doléances des maires sont soutenues par les Français, en particulier par ceux vivant dans les petites communes et/ou en zone rurale
4. En tout cas, les Français n'envient pas leur maire : 84% n'aimeraient pas occuper son poste !

#### II. Thématiques prioritaires, jugement détaillé de l'action menée par domaines

1. La sécurité est en tête des thématiques que les Français jugent prioritaires pour leur futur maire (46%). Suivent l'environnement et la lutte contre la pollution (36%), encore plus citée dans les grandes villes, et le développement économique local (35%), surtout cité en milieu rural.
2. Environnement et développement économique sont les domaines qui génèrent le plus d'insatisfaction (47% et 43%) avec les conditions de circulation et de stationnement (49%) pointées en particulier par les habitants des grandes villes
3. Près de 6 Français sur 10 (59%) se disent satisfaits de l'utilisation de l'argent public dans leur commune, mais les habitants des grandes villes et surtout des banlieues défavorisées se montrent plus critiques

#### III. Intention de réélire son maire, pouvoir des maires et cumul des mandats

1. A cinq mois des élections, 4 Français sur 10 (41%) ne savent pas encore s'ils voteront pour le maire sortant ou un autre candidat. Les autres sont partagés à quasi-égalité entre continuité et nouveauté
2. Il n'y en a qu'une c'est la commune ! Parmi les différentes collectivités locales, c'est celle-ci dont il faudrait renforcer les pouvoirs pour 72% des Français
3. Les Français sont 78% à considérer que le poste de ministre est incompatible avec un mandat local (conseiller municipal, départemental, régional...)

---

LA VOIX DES TERRITOIRES ODOXA-CGI AVEC LA PRESSE EN RÉGION, FRANCE INFO ET FRANCE BLEU  
VAGUE 1

LE MAIRE, CE POLITIQUE PAS COMME LES AUTRES

I. Popularité comparée des élus, image détaillée des maires, soutien de leurs doléances et attrait pour la fonction

**1. Le maire demeure l' élu le plus populaire (63% de bonnes opinions). Il l'est particulièrement dans les petites communes et à la campagne, moins dans les grandes villes**

**Le maire c'est d'abord l' élu que les Français connaissent le mieux.** Seulement 9% d'entre eux ne le connaissant pas. Il est quatre fois plus connu que le président de la Région et le député, cinq fois plus que le président de département et six fois plus que le sénateur. Ce niveau de connaissance est relativement homogène selon les catégories de Français et de communes, seuls les 18-25 ans sont nettement moins nombreux à le connaître (22%).

**C'est aussi l' élu plus populaire :** 63% des Français ont une bonne opinion de leur maire, un niveau environ deux fois supérieur (x 1,5 à x2 selon l' élu) à celui des autres responsables politiques testés.

Assez logiquement, mieux les Français vivent (revenus confortables, banlieue aisée...), plus leur regard sur leur maire est bienveillant. **Mais l' information centrale livrée par nos données est que la popularité des maires décroît de manière spectaculaire à mesure que le nombre d'habitants de la commune augmente** (tandis que ce critère a peu d'impact sur l'opinion des autres élus). Si les élus des plus petites communes (moins de 2000 habitants) sont 68% à exprimer un jugement positif sur leur premier magistrat (69% dans les zones rurales), cette proportion baisse graduellement au fur et à mesure que la commune croît. Ainsi dans les communes de plus de 100 000 habitants, seule la moitié des résidents (51%) exprime un jugement positif.

Cela s'explique aisément, plus le maire gère une ville importante, plus il ressemble aux yeux de ses administrés à un « homme politique » et par conséquent... on lui trouve moins de qualités.

- ✓ C'est dans la région Grand-Est que l'on exprime les meilleures opinions sur le maire (70% de bonnes opinions) et en Ile-de-de-France et Normandie qu'elles sont le moins favorables (60%).

---

## **2. Les deux tiers des Français jugent leur maire compétent, honnête et dynamique. Certes, une majorité trouve qu'il aime les honneurs, mais il ne privilégierait pas pour autant la communication au travail de fond**

L'image détaillée du maire est, dans l'ensemble, excellente : Les Français lui prêtent de nombreuses qualités et peu de défauts.

Au moins 6 Français sur 10 trouvent leur maire compétent (67%), honnête (67% également), dynamique (64%), solide, ayant de l'autorité (61%) et proche des préoccupations des habitants (60%). Si 56% d'entre eux considèrent qu'il aime les honneurs, ils sont minoritaires à trouver qu'il « fait plus de communication que de travail de fond » (41%) ou qu'il pense trop à sa réélection (44%).

**Les Français habitant dans les petites communes et/ou les zones rurales sont bien plus enthousiastes encore** puisqu'ils attribuent systématiquement plus de qualités à leur maire (6 à 8 points de plus sur les items que l'ensemble des Français) et moins de défauts (6 à 12 points de moins sur les items).

**A contrario, les habitants des grandes villes se montrent moins laudateurs et plus critiques** en particulier sur le fait que leur maire « penserait trop à sa réélection », 55% le disent, c'est le cas également de 56% des habitants des banlieues défavorisées.

## **3. La plupart des doléances des maires sont soutenues par les Français, en particulier par ceux vivant dans les petites communes et/ou en zone rurale**

Les maires ont des doléances : certains les ont fait remonter via l'association des maires ruraux après la crise des gilets jaunes et la quasi-totalité d'entre eux a participé à la consultation organisée par le Sénat. **Seule une minorité de Français trouvent qu'ils « se plaignent trop » (22%)** et, de fait, leurs revendications ou protestations sont très soutenues par leurs concitoyens.

**Les ¾ des Français considèrent qu'ils manquent de moyens pour leur ville ou leur village et qu'ils ne sont pas assez soutenus par l'Etat** (76% dans les deux cas). 6 à 7 Français sur 10 jugent qu'ils doivent faire face à de trop grandes responsabilités (64%), subissent souvent le manque de respect (62%), manquent de reconnaissance et sont trop souvent dérangés pour des sujets mineurs (61% dans les deux cas). Plus d'un sur deux (51%) pensent qu'ils risquent trop facilement des poursuites judiciaires et, sans doute marqués par le décès tragique du maire de Signes cet été, une proportion non négligeable de 36% de Français pensent qu'ils « exercent un métier dangereux ».

---

Une part un peu inférieure de Français trouvent qu'ils sont mal payés (33%, 40% des Français gagnant 3 500€ ou plus), le maire ne fait pas forcément financièrement « pitié » aux yeux de ceux qui estiment généralement éprouver eux-mêmes des difficultés pour assumer les dépenses de la vie courante.

**Les habitants des petites communes et/ou des zones rurales sont décidément en empathie avec leur maire : ils sont systématiquement plus nombreux que la moyenne à se montrer solidaires avec les doléances des maires, y compris sur la partie « risque » juridique et physique de la fonction.** Ils considèrent aussi beaucoup plus souvent qu'ils sont mal payés (43% dans les communes de moins de 2 000 habitants). Il est vrai que dans les plus petites communes, la rémunération devient symbolique et n'est pas forcément proportionnelle aux efforts déployés.

#### **4. En tout cas, les Français n'envient pas leur maire : 84% n'aimeraient pas occuper son poste !**

Compte tenu des « contraintes du poste » peu de monde (quelle que soit la taille de la commune) rêve de se ceindre de l'écharpe tricolore : 84% des Français n'aimeraient pas être maire (dont 57% de « certainement pas »). Seuls 16% déclarent que si l'occasion se présentait, ils aimeraient être maire, mais plus souvent « probablement » (11%) que « certainement ». Parmi eux, un peu plus de diplômés du supérieur (21%) et de cadres (28%) et deux fois plus d'hommes que de femmes (21% contre 12% !)

✓ C'est en Provence Alpes Côte d'Azur que l'on rechignerait le moins à être maire (19%) et en Normandie (12%) qu'on en a le moins envie.

## **II. Thématiques prioritaires, jugement détaillé de l'action menée par domaines**

**1. La sécurité est en tête des thématiques que les Français jugent prioritaires pour leur futur maire (46%). Suivent l'environnement et la lutte contre la pollution (36%), encore plus citée dans les grandes villes, et le développement économique local (35%), surtout cité en milieu rural.**

Que demanderont en priorité les Français à leur futur maire et qu'est-ce qui, actuellement, génère chez eux le plus et le moins de satisfaction ? C'est l'objet de ce deuxième chapitre.

---

**La sécurité est la thématique le plus souvent mise en avant (et assez largement) par les Français comme devant faire partie des priorités du futur élu (46%).** Les administrés ne sont généralement pas vent debout contre leur municipalité actuelle sur le sujet, mais les études montrent que c'est une préoccupation montante et que la demande de moyens humains et matériels (par ex la vidéo-surveillance) va croissante. Cela s'explique par la médiatisation (journaux et émissions) des sujets sécuritaires et aussi parce que cette « angoisse » a peu à peu pris la place d'une autre, celle liée au chômage pour soi-même ou l'un de ses proches.

C'est traditionnel, cette priorité est particulièrement mise en avant par les seniors (58%) et les sympathisants de droite (54% chez LR, 58% au RN). Elle compte beaucoup aussi pour les habitants des grandes villes (46% soit 8 points de plus que dans les plus petites villes, 52% en région parisienne) et dans les banlieues défavorisées elle atteint même les 56%.

**L'environnement et la lutte contre la pollution sont cités en 2<sup>e</sup>, 10 points derrière la sécurité (36%).** Ce thème, également très présent dans les médias, ne touche pas autant tout le monde. **Les plus grandes villes**, plus touchées par la pollution, y sont particulièrement sensibles (44% tandis que dans les plus petites villes le taux est de 32%). **Il y a -presque- un conflit générationnel sur cette question : c'est un sujet bien plus important aux yeux des jeunes que des plus âgés :** le delta est de 9 points entre les plus jeunes dont c'est la priorité numéro 1 (45%) et les plus âgés pour qui elle arrive en milieu de tableau (36%).

**Le développement économique est cité quasiment autant que l'environnement et la pollution (35%) et apparaît comme un sujet primordial dans les petites communes** où il arrive en tête avec un niveau de 41%. C'est la deuxième priorité des banlieues défavorisées ex-aequo à 34% avec la propreté de la commune.

**2. Environnement et développement économique sont les domaines qui génèrent le plus d'insatisfaction (47% et 43%) avec les conditions de circulation et de stationnement (49%) pointées en particulier par les habitants des grandes villes**

D'autres sujets génèrent moins d'attentes de la part des Français soit parce qu'ils sont moins importants à leurs yeux, moins universels ou parce qu'ils en sont déjà très satisfaits. **Ainsi les établissements scolaires (9<sup>ème</sup> priorité sur 11) génèrent 79% de satisfaction avec des taux élevés chez les Français en âge d'avoir des enfants scolarisés.** Suivent le sport et les loisirs (dernière des priorités) avec 75% de taux de satisfaction. Enfin la vie culturelle locale satisfait 73% des Français.

---

**En revanche les grandes priorités des Français suscitent moins de satisfaction : la sécurité recueille ainsi des taux de mécontentement assez élevés (40%) et c'est pire encore pour le développement économique local (43%) et surtout l'environnement et la lutte contre la pollution (47%).** Mais c'est un autre domaine, très important aux yeux des habitants des grandes villes et de certaines régions (Auvergne-Rhône Alpes et Ile de France) qui suscite le plus de mécontentement : les conditions de circulation et de stationnement. C'est la quadrature du cercle que les élus doivent ici résoudre : lutter contre le réchauffement climatique sans rendre la vie de leurs administrés impossible !

**Les habitants de la région PACA se montrent beaucoup plus souvent mécontents du bilan détaillé de leurs municipalités,** en particulier sur la propreté (52% de satisfaction, 12 points de moins que la moyenne), la sécurité (50%, 9 points de moins), l'environnement et la lutte contre la pollution (40%, 12 points de moins) et surtout les conditions de circulation et de stationnement (36% seulement de satisfaction, 14 points de moins que la moyenne, ils sont encore moins satisfaits que les habitants d'Ile-de-France qui sont 40% à se montrer satisfaits).

**3. Près de 6 Français sur 10 (59%) se disent satisfaits de l'utilisation de l'argent public dans leur commune, mais les habitants des grandes villes et surtout des banlieues défavorisées se montrent plus critiques**

**Le bon usage de l'argent public est évidemment un élément essentiel dans le bilan des maires et les Français leur accordent un satisfecit élevé de 59%.**

Mais là encore, les résultats ne sont pas homogènes : les Français des banlieues défavorisées se montrent beaucoup plus sévères à l'égard de leur municipalité sur les finances publiques que les autres Français (seulement 39% de satisfaction). Et on salue encore une fois bien plus souvent le bilan du maire lorsqu'on habite dans une petite commune (63%) plutôt qu'une grande (50%).



---

### III. Intention de réélire son maire, pouvoir des maires et cumul des mandats

**1. A cinq mois des élections, 4 Français sur 10 (41%) ne savent pas encore s'ils voteront pour le maire sortant ou un autre candidat. Les autres sont partagés à quasi-égalité entre continuité et nouveauté**

**Si les Français sont satisfaits de leur maire, cela ne garantit pas pour autant sa réélection ou l'élection du candidat qu'il soutiendrait.** A cinq mois des élections, 4 électeurs sur 10 ont encore besoin d'un temps de réflexion. Il est vrai que les listes sont partout en cours de construction, que tous les maires, loin de là, n'ont pas annoncé leur décision de se représenter ou pas et qu'un nouveau parti, LaREM, est apparu depuis les élections de 2014. Il est donc logique que de nombreux électeurs attendent un peu avant de se déterminer.

Les 58% restants se répartissent pour le moment quasiment à 50-50 entre ceux qui veulent réélire le maire ou son dauphin (31%) et ceux qui voteront pour un autre candidat (27%). Si les catégories de Français les plus satisfaits de leur équipe municipale actuelle (ou s'intéressant plus à la politique) sont un peu plus déterminées que les autres, la différence n'est pas non plus spectaculaire (37% chez les Français vivant en zone rurale ou dans les petites communes, 38% chez les Français les plus aisés et les 65 ans et +).

**Il est intéressant de noter que les sympathisants de LaREM sont proportionnellement les plus nombreux (42%) à vouloir réélire leur maire actuel ou celui qui prendra sa succession.** Les sympathisants de ce parti, fidèles soutien aux mesures de l'exécutif pourrait décorrélérer soutien national et vote local. Deux ans après la présidentielle, dans un contexte agité pour le gouvernement, l'étiquette LaREM sera donc loin d'être un sésame pour l'Hôtel de ville comme elle le fut pour le palais Bourbon.

✓ C'est dans le Grand-Est que l'on veut le plus réélire son maire actuel ou son dauphin (38%) et en Normandie que l'on a le moins l'intention de le faire (26%)

**2. Il n'y en a qu'une c'est la commune ! Parmi les différentes collectivités locales, c'est celle-ci dont il faudrait renforcer les pouvoirs pour 72% des Français**

Quel(le) que soit celui ou celle qui sera élu(e), il faudrait selon une très forte majorité de Français qu'il/elle puisse bénéficier de plus de prérogatives. En effet, lorsqu'on leur demande quelle collectivité locale devrait voir ses pouvoirs renforcés, 72% répondent « la commune ». **Cette dernière écrase le conseil départemental (25%), le conseil régional (23%) et enfin l'inter-communalité (22%).**

---

**Cela s'explique encore une fois par la popularité des maires et le soutien qu'apportent les Français à leurs revendications ainsi qu'à leur besoin de pouvoirs de proximité.** Finalement les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) sont à leurs yeux non seulement un peu « abstraits » comme les conseils régionaux et généraux dont ils connaissent mal les actions, mais en plus introduisent un trouble... Il n'est pas toujours simple de comprendre qui de la mairie ou de « l'interco » est en charge de tel service ou de tel équipement. Le fonctionnement et l'élection de ces délégués demeure certainement pour beaucoup un grand mystère et leurs nouveaux pouvoirs sont régulièrement critiqués par des maires ou des partis politiques.

### **3. Les Français sont 78% à considérer que le poste de ministre est incompatible avec un mandat local (conseiller municipal, départemental, régional...)**

Le maire, que les Français verraient bien plus puissant, doit s'occuper uniquement de sa commune. **De nombreuses études ont déjà montré combien les Français étaient hostiles au cumul de mandats. Notre sondage montre qu'ils le sont de manière encore plus radicale** : 78% estiment en effet que le poste de ministre n'est pas compatible avec un mandat local comme celui de conseiller municipal, départemental ou régional. C'est donc un sujet que le gouvernement devra manier avec précaution. Car si Edouard Philippe a déjà indiqué qu'un ministre élu maire devrait choisir entre ces deux postes, il n'a pas interdit le cumul avec une autre fonction locale. Toutes les catégories de Français partagent très majoritairement cet avis, y compris les sympathisants de LaREM et quelle que soit leur catégorie d'agglomération, la taille de leur commune ou sa situation géographique.

- ✓ C'est en Auvergne Rhône Alpes qu'on est le plus opposé au cumul des fonctions de ministre et d' élu local (82%) et en Centre Val de Loire qu'on s'y oppose le moins (73%)

Céline Bracq, Directrice Générale d'Odoxa



Parmi les thématiques suivantes, lesquelles devront, selon vous, faire partie des priorités de votre futur maire pour son mandat à venir ?

### 3 réponses possibles

